

Le vice-président français de la Banque Européenne d'Investissement confirme le stratagème des chaînes



Il y a quelques jours, c'est un Anglais d'origine indienne, Sir Suma Chakrabarti, qui a été élu à la présidence de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Ce n'est certes pas, en soi, un événement interplanétaire de nature à bouleverser l'équilibre économique mondial.



Néanmoins, cette élection fait énormément jaser dans le Landerneau diplomatique européen et mondial car elle vient de briser une solide tradition. Les intenses tractations et les coups bas diplomatiques qui se sont déroulés au cours des dernières semaines dans les couloirs de la BERD et dans ceux de la Commission européenne à Bruxelles sont riches d'enseignement sur le véritable poids du prétendu « couple franco allemand » : nul.

Voici les explications.

LA RÈGLE TACITE FIXÉE À LA CRÉATION DE LA BERD EN 1991

Créée en 1991 pour financer la reconstruction des anciens États du bloc soviétique et les intégrer plus rapidement à l'Union européenne, la présidence de la BERD - dont le siège social est à Londres - a traditionnellement été une chasse gardée de la France et de l'Allemagne.

Pour maintenir un semblant d'équilibre européen, il avait en effet été convenu à l'époque - entre François Mitterrand, le Chancelier allemand Helmut Kohl et le Premier ministre britannique John Major - que le siège de la nouvelle Banque serait à Londres, mais que la présidence serait alternativement française et allemande.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~
Depuis que Jacques Attali en avait pris la première présidence (sa gestion s'y acheva dans un parfum de scandale), l'Allemagne et la France se sont en effet partagées à tour de rôle les cinq dernières présidences.

Certes aucune règle écrite n'impose ce système. Et la BERD est détenue par 62 États actionnaires qui peuvent très bien décider d'un représentant en leur sein.

Mais, compte tenu de la structure du capital, il suffit que l'Europe continentale - légèrement majoritaire en droits de vote - arrive unie avec un seul candidat pour que celui soit élu. D'autant que généralement, le Japon, les États-Unis et le Canada, par accord tacite, suivent l'Europe.

C'est une règle de "bienséance" qui s'applique aussi pour la présidence du Fonds Monétaire International (FMI), où les États-Unis soutiennent toujours le candidat européen, en échange du vote européen non moins systématique pour la présidence américaine de la Banque Mondiale.

LE COUP DE JARNAC ALLEMAND DE 2012

Or les choses ne se sont pas passées comme prévu cette fois ci à la BERD.

Le président sortant, l'Allemand Thomas Mirow, était candidat à sa propre succession. Mais, il n'était pas officiellement soutenu par l'Allemagne, car il était considéré comme proche du SPD, le principal parti d'opposition à Angela Merkel.

Cependant, l'Allemagne n'a pas apporté non plus le soutien clair et net au candidat que présentait la France, qui était M. Philippe de Fontaine-Vive, et auquel notre pays s'attendait légitimement, du fait de la règle non écrite rappelée précédemment.

La France s'attendait d'autant plus au soutien de l'Allemagne que les diplomates français avaient obtenu l'accord de la Chancellerie allemande : en échange du soutien allemand à la candidature de M. de Fontaine-Vive à la BERD, la France soutenait un Allemand au poste que laisserait vacant M. de Fontaine-Vive à la Banque européenne d'investissement (BEI).

Certes, les Allemands ont tenu formellement parole, en votant pour le candidat français. Mais les négociateurs allemands ne l'ont fait que du bout des lèvres. Ils ont largement donné l'impression autour d'eux que le gouvernement de Berlin n'était pas très attaché à ce soutien et que, somme toute, il n'en ferait pas une maladie si le candidat français n'était pas élu.

Cette attitude allemande a évidemment fait jaser dans les couloirs feutrés de la Commission européenne, de la BERD, et ailleurs. Les autres États l'on perçu comme la preuve que le « couple franco-allemand » était moins soudé que jamais et que c'était le moment de remettre en cause le consensus tacite qui prévalait jusqu'alors.

LA POLOGNE S'ENGOUFFRE DANS LA BRÈCHE

Du coup, la Pologne s'est sentie pousser des ailes, en proposant son propre candidat, ce qu'elle n'aurait jamais fait si l'Allemagne avait montré tout le poids qu'elle attachait à la candidature française.

Or, dès que la Pologne a présenté son propre candidat, il est devenu impossible pour l'Europe continentale de présenter un candidat unique.

Conséquence : le président allemand sortant, M. Thomas Mirow, a décidé de maintenir sa candidature. Il a d'ailleurs obtenu pour cela l'appui des Russes, ravis de mettre des bâtons dans les roues du candidat de Nicolas Sarkozy.

LE ROYAUME-UNI ET LES ÉTATS-UNIS REMPORTE LA MISE

Comme de juste, les Anglais, flairant la bonne affaire, ont alors présenté leur propre homme, Suma Chakrabarti, en ralliant à eux leurs alliés traditionnels : les États-Unis et de tous les États du Commonwealth.

Leur coup de maître a été de rallier aussi - à la surprise générale - l'Italie de Mario Monti.

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
L'homme de la Commission européenne et de Goldman Sachs a marqué ainsi sa volonté de briser l'hégémonie de Paris et de Berlin sur la présidence de la BERD.

QUELS ENSEIGNEMENTS À TIRER DE CET ÉCHEC FRANÇAIS ?

1) Il n'y a désormais plus le moindre Français à la tête d'une institution européenne.

Et, compte tenu de l'agenda des remplacements, il semble que nous ne soyons pas prêts d'en avoir.

Dans les institutions européennes, la France est en passe de ne plus être qu'un zombie : elle ne détient plus la moindre présidence, elle n'a qu'un poste de Commissaire européen sans contenu, sa langue est totalement marginalisée, et ses intérêts nationaux sont piétinés avec allégresse par tous les autres États et la Commission elle-même.

2)- L'absence de vrai soutien allemand montre à quel point le gouvernement allemand considère désormais la France comme un partenaire de second rang.

3)- L'échec de la candidature française explique pourquoi, depuis quelques jours, on laisse fuiter dans la presse française que François Hollande n'est pas favorable à ce que l'actuel ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble, préside l'Eurogroupe. Du coup, cette présidence pourrait échoir à ... l'italien Mario Monti !

4)- Plus fondamentalement, cette défaite française à la BERD est une énième preuve que la solidarité européenne est un mythe, malgré les 55 ans écoulés depuis le traité de Rome.

Dès qu'ils le peuvent, chaque État joue sa partition et en profite pour faire payer à la France ou à l'Allemagne les rancœurs accumulées, tandis que les États-Unis et le monde anglo-saxon en tirent avec délectation les marrons du feu.

LA DÉCLARATION SANS FIORITURES DE M. DE FONTAINE-VIVE

D'où la déclaration amère du candidat français battu. Dans cette brève déclaration, il a expliqué en peu de mots [ce que je ne cesse d'expliquer moi-même](#) depuis la création de l'UPR : à savoir que l'Union européenne est ingérable et qu'elle ne fonctionne que pour le plus grand bénéfice des États-Unis.

==> Voici mot à mot ce que vient de déclarer, le 5 juin 2012, M. de Fontaine-Vive, vice-Président de la BEI et candidat malheureux à la BERD :

« Soyons simple : l'Union européenne n'arrive plus à prendre ses décisions à 27 par consensus.

Et donc, à partir du moment où elle n'y arrive plus, c'est la graine de la division qui est là.

Écoutez, on a le résultat qui était prévisible : lorsque les 27 États membres n'arrivent plus à s'entendre entre eux, c'est que c'est le reste du monde, dirigé par les États-Unis, qui prend les décisions à la place de l'Union européenne.

C'est un choix de certains États européens de préférer suivre les États-Unis plutôt que de suivre les décisions par consensus à Bruxelles. »

CONCLUSION

Ce nouvel échec diplomatique français constitue une parfaite illustration du « Stratagème des Chaînes » que j'expose dans [mes conférences](#) et qui constitue le fondement de la stratégie américaine vis-à-vis de l'Europe.

Notons que, si la France n'était pas dans l'Union européenne, son prestige et son poids diplomatique n'en serait que beaucoup plus grand à travers le monde. Et les mêmes États, qui piétinent actuellement nos intérêts pour s'aligner servilement derrière les États-Unis, deviendraient soudain beaucoup plus accommodants avec notre pays. De toute façon, ils ne pourraient pas nous être plus hostiles !

Notre fidèle militant Cyril Carbonnel a eu l'idée de faire une petite vidéo qui reprend la déclaration du vice-président de la BEI et le passage approprié de l'une de mes conférences, enregistré deux ans avant, qui décrit justement ce « Stratagème des Chaînes ».

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Je vous conseille vivement de visionner l'intégralité de cette vidéo :

Mon analyse et mon décryptage sont donc, encore une fois, confirmés par les faits.